



Formation pour les encadrants techniques d'insertion à l'Espinass



© Pierre Leroussel

## ► Étude de marché des filières lauziers et bâtisseurs en pierre sèche

Lauze de schiste, lauze calcaire et pierre sèche sont les trois filières étudiées qui ont pour point commun la pierre naturelle travaillée manuellement. Le territoire du Massif Central souhaite se positionner pour la formation, l'accompagnement et la valorisation de cet artisanat d'excellence.

Ce travail commandité par le Parc national des Cévennes en partenariat avec ABPS, ALC et la CMA de la Lozère, établit un état des lieux des métiers et des politiques publiques d'appui. Pour chaque filière les marchés ont été analysés, les acteurs et les enjeux identifiés afin de proposer un plan d'action pluriannuel.

Même s'ils représentent une part infinitésimale du marché du BTP au niveau national, ces marchés concernent quelques 300 très petites entreprises plutôt jeunes qui constituent une activité non négligeable dans les territoires concernés où elles sont concentrées.

Le travail, manuel, technique et peu mécanisable, produit des ouvrages qui répondent aux enjeux de l'écologie et de l'économie locale tout en renforçant une identité patrimoniale vivante des territoires. Le métier est valorisant mais les coûts sont parfois devenus prohibitifs notamment pour les couvertures en lauze. Les filières des bâtisseurs et des lauziers ouvrent aujourd'hui des potentiels d'amélioration et de développement.

### > Les marchés de la lauze : un enjeu de sauvegarde

La lauze clivée et taillée à la main est posée aujourd'hui presque exclusivement pour couvrir du patrimoine bâti, le plus souvent public ou protégé. On la rencontre exceptionnellement sur de la construction neuve, plus souvent pour le schiste qui peut être taillé mécaniquement.

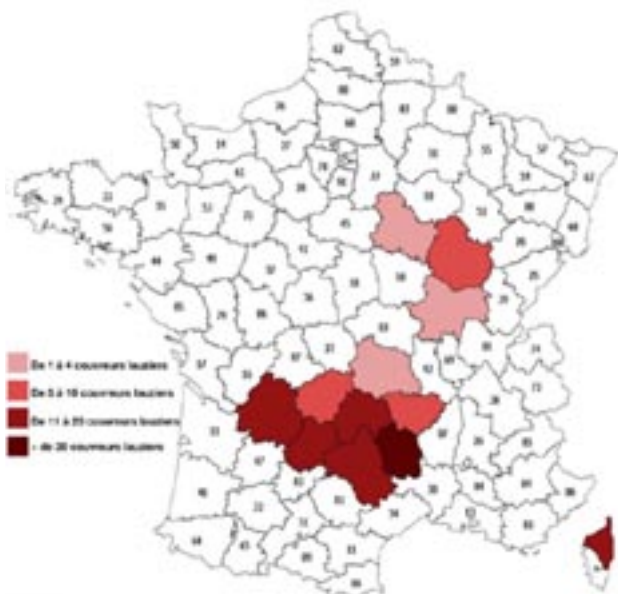
Le micro-marché de la lauze, de l'ordre de 12 M d'euros dont 2 M pour l'extraction, reste fragile et les régions concernées sont très inégales en termes de filières. En valeur, le schiste et le calcaire représentent chacun 40 % du marché quand la phonolithe et le gneiss sont de l'ordre de 10 %.

Le volume des couvertures posées en schiste est loin devant le calcaire, avec un réemploi d'existant conséquent. Leur coût élevé les rend tributaires de politiques publiques (secteurs protégés et aides financières) qui varient selon les territoires.

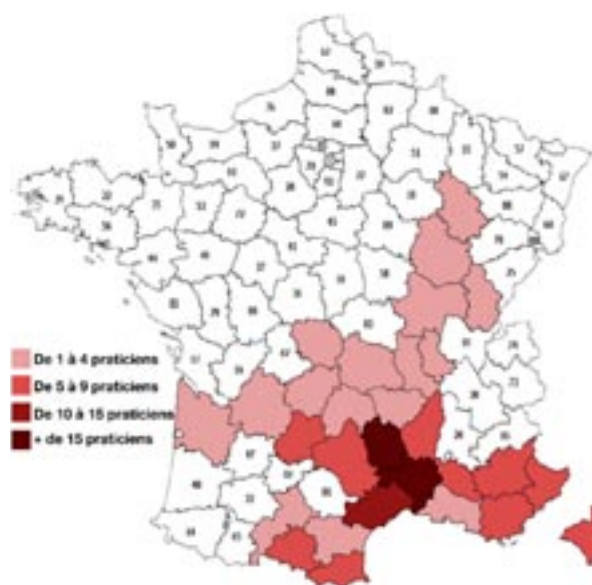
Les filières sont encore présentes là où les acteurs publics se sont mobilisés dans une démarche de soutien (Lozère et Aveyron). Elles sont partielles ou absentes ailleurs. Ces micro-marchés sont limités, stables et localisés. Ils n'ont pas vocation à se développer mais il est nécessaire de travailler sur leurs contraintes pour les conserver : on note une mauvaise visibilité des artisans assez jeunes de la profession (beaucoup pratiquent de façon accessoire et sont difficiles à identifier) qui sont pour les 3/4 concentrés sur le massif central (Lozère, Aveyron, Cantal, Dordogne) et la Haute Corse pour les entreprises les plus significatives. La formation se pratique essentiellement par transmission sur chantier. Les carriers et les couvreurs ont des difficultés pour recruter du personnel. L'approvisionnement en lauzes est limité par la réglementation sur les lieux d'extraction. La recherche de gisements pour une production de lauzes calcaires non gélives s'impose. Les carrières, concentrées à 80% dans un rayon de 150 km autour de Florac, sont en diminution (pierre parfois importée). La structuration de la profession de lauzier et la création de formations et de qualifications participeront à la prise de conscience de l'enjeu de pérenniser ces filières.



Répartition des couvreurs lauziers par département



Répartition des bâtisseurs en pierre sèche par département



### > La pierre sèche, une filière prometteuse

Universellement pratiquée et redécouverte depuis quelques décennies, la technique de construction par calage de pierres croisées sans liant mobilise différents réseaux d'acteurs, des actions de professionnalisation, de développement ou des études qui œuvrent à structurer et à faire connaître une filière viable depuis peu.

Les 200 entreprises répertoriées aujourd'hui, pour la plupart très petites et spécialisées, bâtissent plus de 20 000 m<sup>3</sup> fournis posés par an pour presque 8 M d'euros. Le marché observe une réelle évolution depuis 5 ans, pressentie en augmentation constante pour les années à venir. Les bâtisseurs, ou murailleurs, mesurent l'importance d'un travail collaboratif et sont très impliqués dans la vie du réseau professionnel. Ils s'investissent volontiers pour la promotion de leur savoir-faire (démonstrations, initiation, conférences, expertise, participation à la recherche...) et 18% d'entre eux pratiquent la formation. Plus des ¾ de la demande viennent pour parts égales des collectivités et associations ou des particuliers. Les professionnels, agriculteurs, paysagistes et architectes, ne sont à l'origine que de 13% des commandes. La part d'auto construction hors marché est conséquente et les prescripteurs sont encore timides.

La création des Certificats de Qualification Professionnelle (CQP2 et 3) et la reconnaissance de la technique avec la

parution des règles professionnelles sont des leviers et la filière est dynamique mais morcelée et territorialisée. La réglementation et les politiques publiques, qui restent des initiatives localisées et liées à des spécificités patrimoniales, peuvent se renforcer.

### > Proposition d'un programme pluriannuel

A partir des potentiels identifiés, une trentaine d'actions à venir sont budgétisées dans les domaines de l'offre (reposant surtout sur les socioprofessionnels : carriers, couvreurs et bâtisseurs), la demande (clientèles publique et privée et prescripteurs), la formation, qualification, recherche (écoles d'architecture et du paysage, centres de formation, recherche, et qualification) et la communication (professionnelle, institutionnelle, grand public), pour un budget estimatif global de 930 000 Euros comprenant la coordination.

Ces actions visent à structurer les filières et à lever les freins autour de la question cruciale de l'approvisionnement, de l'harmonisation des acteurs, de la pérennisation à l'échelle européenne, ou encore pour améliorer la connaissance des ouvrages et de leurs performances et leur prise en compte dans les marchés publics, l'innovation et la professionnalisation.

Étude réalisée par Espitalié Consultants et Midi Marketing pour le PNC